

Que Macron dégage et sa loi « sécurité globale » avec lui

La liberté de la presse est partie constitutive de la démocratie.

En menaçant de sanctionner tout journaliste qui ferait son travail d'information, le gouvernement Macron-Castex-Darmanin s'inscrit dans la logique du régime antidémocratique de la V^e République.

Sa loi scélérate forme un tout

Liberté de la presse remise en cause : les faits permettant d'accuser les puissants devraient être tus !

Drones de surveillance partout : travailleurs, syndicalistes, jeunes participant à une manifestation revendicative seraient immédiatement identifiés.

Respect de la vie privée menacé : les caméras-piétons portées par les policiers permettraient d'enregistrer par reconnaissance faciale tout manifestant.

Privatisation de la police : des agents privés de sécurité disposeraient de pouvoirs réservés à la police judiciaire.

Aujourd'hui, certains responsables envisagent de supprimer l'article 24 avant le passage au Sénat pour le réintroduire dans le futur projet de loi contre le séparatisme. Une manœuvre qui ne trompe personne.

Pour la démocratie, pour le droit de manifester, de revendiquer, de s'organiser :

Retrait total de la loi « sécurité globale » !

Depuis trois ans, Macron n'a cessé de faire adopter des lois réactionnaires contre la démocratie et les droits sociaux.

La loi « sécurité globale » s'inscrit comme une nouvelle arme contre la démocratie dans l'arsenal de la V^e République.

Ce régime est né du coup d'État de 1958.

Il est antisocial, anti-ouvrier et antidémocratique.

C'est un fait : en respectant ces institutions, tous les gouvernements qui se sont succédé ont remis en cause les droits ouvriers.

Ce samedi 5 décembre dans tout le pays, travailleurs et jeunes dans l'unité avec les organisations ouvrières et démocratiques.

La défense des libertés menacées met à l'ordre du jour la reconquête de la démocratie.

Cela passe par la liquidation des institutions de la V^e République et l'élection des délégués du peuple à une Assemblée constituante souveraine.

Pour ce combat, prenez connaissance du journal ouvrier *La Tribune des travailleurs*, prenez contact avec le POID.

NOM - PRÉNOM

ADRESSE

MAIL

TÉLÉPHONE